



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Bibliographie

Citer ce document / Cite this document :

Bibliographie. In: Économie rurale. N°77, 1968. pp. 101-104;

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1968_num_77_1_2020

Fichier pdf généré le 08/05/2018

BIBLIOGRAPHIE ANALYTIQUE

LACOUR (Claude). — *Revenus agricoles et croissances régionales en France*. — Préface de J. Lajugie - Edition Briève, Paris, Gauthier-Villars, 395 pages, tableaux, graphiques, bibliographie.

L'ouvrage de C. Lacour, à partir d'une étude effectuée sous la direction de M. le doyen J. Lajugie, constitue une intéressante contribution aux problèmes des revenus et de la croissance régionale. Cette étude, complément de celle de J. Pautard sur « les disparités régionales dans la croissance de l'agriculture française » (1), est articulée autour de l'idée que les disparités régionales des revenus agricoles sont à la fois des indices des déséquilibres de croissance économique, et des conséquences de déséquilibres de structures. L'auteur est amené à préciser les définitions du revenu agricole et les différentes approches possibles. Il retient les définitions réelles du revenu agricole en préférant l'approche du revenu par l'optique de la perception plutôt que celle par l'optique de la consommation (cette dernière lui permet de vérifier ses résultats), l'auteur établit des revenus agricoles régionaux globaux et par tête. Toute cette partie, quoique fort bien documentée, est souvent longue, les développements théoriques quelquefois confus et inutiles et les tableaux et graphiques ne sont pas toujours très clairs. Mais il apparaît à la fin de cette partie que « le revenu agricole est profondément variable de région à région et que les écarts enregistrés semblent s'accroître ».

La seconde partie de l'ouvrage est plus intéressante parce que plus nouvelle. Suivant F. Perroux, l'auteur essaie de montrer que les disparités régionales du revenu agricole sont les conséquences des déséquilibres de structures. L'auteur estime que l'inégale répartition des hommes et surtout de leur capacité, est plus déterminante que celle des terres, encore qu'il ne néglige pas cette dernière. Dans un chapitre intitulé « Les déséquilibres structurels dans la répartition régionale des hommes », C. Lacour donne une intéressante explication en termes de seuils de revenus ; un seuil de faiblesse absolue qui se traduit par un exode rural sans profit pour l'agriculture et préjudiciable aux régions ; un seuil de faiblesse relative qui aboutit à un transfert de population agricole vers les autres secteurs, mais qui

peut être un facteur de modernisation de l'agriculture. L'auteur complète son étude par un examen des charges et de leur évolution, et il constate à ce propos que « des charges importantes ne constituaient pas toujours un obstacle dirimant à l'obtention de revenus élevés » s'il y a, et c'est le point important, un bon emploi des facteurs de production. A partir de ces deux analyses, l'auteur peut regrouper les 21 régions en quatre classes et donner ainsi des éléments d'une typologie. Nous concluons volontiers avec l'auteur qu'en matière de répartition le revenu agricole est très hétérogène et que la croissance régionale de l'agriculture est liée à la croissance régionale générale.

On voit l'intérêt d'un tel ouvrage et son apport aux problèmes du revenu agricole et de la croissance. Mais on se demande si les régions peuvent servir de cadre à leur étude : les disparités à l'intérieur des régions ne sont-elles pas plus grandes qu'entre les régions ? De plus, la période d'étude choisie (1954-1962) nous semble insuffisante, nous aimerions avoir des renseignements sur l'évolution récente (1962-1968), d'autres études devraient suivre.

(J. Brossier)

STERIN (Alain). — *Les coopératives de la dernière chance. Le cas des fruits et légumes*. — Paris, Ed. Cujas, 1967, 245 p.

Depuis l'ouvrage bien connu de D. Barrère sur « le marché français des fruits et légumes » (Ed. de Médecis, Paris, 1953), nous n'avions pas eu d'étude d'ensemble sur cette question, pourtant éclairée grâce à de nombreux articles, des rapports officiels, les travaux du Centre Technique Interprofessionnel des Fruits et Légumes, l'amélioration des statistiques, quelques recherches de l'I.N.R.A. (par P. Mainié, surtout). La contribution de M. A. Sterin répond donc à un besoin.

L'ouvrage comporte trois parties. La première est une description assez sommaire du marché des fruits et légumes, son état vers 1964, les possibilités de modernisation dans la vente en gros et détail (libre service, intégration, centrales d'achat), les débouchés constitués par les exportations et par la conserverie.

Seule la seconde partie concerne les coopératives. Elle s'appuie sur une enquête dans 35 coopératives de fruits et légumes réalisée en 1964 (en fait la liste de ces coopératives et SICA, donnée en annexe, ne

(1) PAUTARD (J.). — Les disparités régionales dans la croissance de l'agriculture française. — Gauthier-Villars, édit., Paris, 1965. 179 p.

comporte que 29 noms). Elle apporte une série de remarques intéressantes mais souvent assez ponctuelles. Quel enseignement tirer du fait que la coopérative de Lunéville a vendu 61 tonnes (de quoi ?) dans le Bas-Rhin ? Est-il exact que la coopérative d'Amon (Landes) vend en Afrique du Nord grâce à sa localisation près de Bayonne, alors que l'on sait que ce port n'est pas relié régulièrement à l'Afrique du Nord ? Au fond cette seconde partie, de 60 pages, ne montre qu'une partie des difficultés des coopératives de fruits et légumes. En particulier le problème de la réception et du classement des lots des coopérateurs — qui semble essentiel — n'est pas traité. L'avant-propos de M. Claude Mouton apporte finalement plus d'idées sur les problèmes de fond de la coopération.

La troisième partie concerne diverses autres formes modernes de commercialisation (marchés d'intérêt national, SICA, groupements de producteurs) mais reste assez sommaire.

L'ensemble fournit donc une vue générale, divers chiffres et des observations concrètes intéressantes ; mais il manque un cadre conceptuel cohérent reliant les divers morceaux. Peut-être une utilisation plus abondante de la littérature étrangère (aucun ouvrage étranger n'est cité) aurait-elle fourni des éclairages fructueux ?

(D.R. Bergmann)

Landwirtschaftliche Marktforschung in Deutschland.

Arthur Hanau zum 65 Geburtstag... (Les recherches sur les marchés agricoles en Allemagne. Arthur Hanau 65^{me} anniversaire...). — München ; Basel, Wien, Bayerischer Landwirtschaftsverlag, 1967, 340 p.

Une solide tradition allemande veut que l'on publie, lors du départ à la retraite des plus éminents professeurs, un ouvrage commémoratif qui rassemble des travaux originaux de collègues et élèves de celui que l'on veut fêter. En raison de la personnalité du professeur Arthur Hanau, il n'est pas étonnant que les « mélanges » en son honneur apportent une somme de travaux considérables et surtout une série de synthèses et mises au point du plus grand intérêt.

Certains de nos lecteurs se souviennent que M. Hanau était venu à Paris pour notre session de mai 1960 consacrée à l'étude des problèmes de marchés, mais il n'est pas inutile de le présenter brièvement. Né en 1902, élève d'Aereboe à Berlin, il rédige en 1927 une thèse sur la prévision des prix du porc (par une analyse du cycle) qui marque une étape dans l'histoire de la science économique. Il y a en effet une analyse statistique concrète — ce qui n'est pas nouveau — mais elle est insérée dans une théorie dynamique et cohérente.

De 1927 à 1930, M. Hanau travaille à l'Institut de recherches sur la Conjoncture du Service national des Statistiques de Berlin puis, en 1930, après sa création sous la direction de Karl Brandt, il entre à l'Institut de recherches sur les marchés agricoles de Berlin. Mais, en 1933, l'institut est supprimé et M. Hanau doit prendre un emploi de statisticien dans une entreprise industrielle. Dès la fin de la guerre, il reprend ses activités scientifiques comme directeur de l'Institut fédéral de recherches sur les marchés agricoles de Braunschweig-Völkenrode, puis comme professeur à l'Université de Göttingen.

L'ouvrage contient 18 rapports et il est difficile d'en présenter un résumé. Il s'agit essentiellement de notes de mise au point sur la doctrine et les méthodes de recherches et de synthèses sous-tendues par de riches bibliographies. Signalons seulement les principaux thèmes.

L'accent est mis pour une part notable sur l'économétrie globale des marchés agricoles : l'analyse de l'offre, les méthodes d'ajustement des unités de production aux divers changements dans des variables exogènes, les problèmes d'agrégation, l'étude des fluctuations des marchés, la consommation des ménages agricoles, les techniques de prévision. Ce grand thème donne lieu à plusieurs mises au point très solides.

Les pays sous-développés (population et alimentation) et les échanges internationaux (y compris le Marché commun) sont les deux autres sujets donnant lieu à plusieurs rapports.

Dans l'ensemble, en dehors d'une partie du rapport de H. Kötter, les aspects micro-économiques (stratégie commerciale, rôle des firmes individuelles, en particulier des firmes de transformation) sont peu envisagés.

Enfin signalons une importante introduction historique sur le développement des recherches en Allemagne par le professeur Günther Schmitt qui assura la coordination d'ensemble de ce remarquable ouvrage.

(D.R. Bergmann)

Divers auteurs. — *L'Espagne à l'heure du développement.* — IEDES, Collection Tiers Monde, n° spécial, janvier 1968.

De ce gros volume, nous ne recenserons que deux articles concernant l'agriculture.

Le premier, par M. Juan Velarde Fuertes, professeur à l'Université de Madrid, intitulé : « l'agriculture et le développement en Espagne », est, en fait, un tour d'horizon surtout historique. Il apporte quelques remarques sur les origines de la répartition actuelle de la propriété foncière, remarques émailées de réflexions assez curieuses sur la descendance

de Casanova (une page entière est consacrée à un tableau de cette descendance dont on ne voit pas très bien en quoi il explique le rôle de l'agriculture dans le développement). D'autres remarques concernent la franc-maçonnerie, le blason de la famille des Bracamonte, la beauté des jardins du palais de Granja, d'où l'on aboutit à des réflexions sur les termes de l'échange agriculture-industrie entre 1920 et 1964... Comment un travail de ce genre pourrait-il contribuer à l'élaboration d'une théorie du rôle de l'agriculture dans le développement ou aider à la transformation de l'agriculture espagnole ?

Le second article agricole, par M. Macrino Suarez, chargé de recherches à l'ISEA, est intitulé : « La réforme agraire comme base du développement économique en Espagne ». Il donne quelques indications chiffrées, probablement tirées des documents du Plan, mais, là encore, l'analyse semble déficiente.

L'auteur propose, pour les grandes exploitations mal cultivées, des expropriations suivies de redistribution. Mais il souhaite que les nouvelles exploitations créées soient de dimensions optimales, sans fournir de ce concept une notion claire et permettant de guider les décisions. (Nous sommes d'ailleurs de plus en plus conscients, en France, que cette notion de dimensions optimales est discutable et que, ce qu'il faut souhaiter, c'est l'accroissement des dimensions, la souplesse foncière ainsi que la fourniture, aux unités de production, d'un ensemble efficace de services).

L'auteur prend aussi parti pour le faire-valoir direct en disant qu'il faut procurer au paysan « l'accès à la propriété de la terre qu'il travaille ». Cette prise de position n'est nullement étayée sur une analyse solide. Il y a bien une critique de l'organisation actuelle du fermage et du métayage, mais cette critique ne suffit pas, il nous semble, à prouver que le faire-valoir direct n'a pas de défauts et constitue une bonne solution.

L'auteur recommande aussi que l'on abandonne « la culture du blé dans les terres marginales », mais, plutôt que des recommandations de ce genre, l'on aimerait trouver une analyse des raisons qui font que les agriculteurs qui cultivent ces terres, ne peuvent pas, dans l'état actuel, faire autre chose que de cultiver du blé. En définitive, les réflexions parcellaires présentées ne constituent pas une recherche sérieuse sur les problèmes de la réforme agraire et le rôle de l'agriculture dans un programme de développement.

(D.R. Bergmann)

Food and fiber for the future. Report of the National Advisory Commission on Food and Fiber. Washington, U.S. Govt Printing Office, 1967, 361 p.

Le 4 novembre 1965, le Président L.B. Johnson nommait une Commission Consultative Nationale sur les problèmes de l'alimentation et de l'approvisionnement en fibres. Composée de 31 membres (8 universitaires, 4 agriculteurs, 4 représentants de coopératives agricoles, 10 hommes d'affaires, 2 syndicalistes, un journaliste) elle se réunit 13 fois de janvier 1966 à janvier 1967, chaque réunion durant 2 à 3 jours. Elle bénéficiait de l'aide à plein temps de cinq économistes, d'un « écrivain » et de huit secrétaires, cette infrastructure étant fournie par une sorte de Ministère des Affaires Générales et non par le Ministère de l'Agriculture.

La Commission avait pour mission de faire une étude à long terme de la politique agricole et de la politique des échanges extérieurs agricoles, de préciser ce que serait l'agriculture qui pourrait exister dans 15 à 20 ans et de préciser les mesures à prendre pour qu'elle soit conforme aux buts de la Nation. Son rapport constitue un des documents les plus importants qui existent sur la politique agricole des Etats-Unis.

Il est composé de deux parties principales, le rapport de la Commission (132 pages dont 32 de résumé et recommandations) et des documents statistiques et analyses préparés par les économistes mis au service de la Commission. L'ensemble est très lisible. Lorsqu'un passage n'a pas recueilli l'accord unanime des membres de la commission, ce fait est clairement indiqué et le texte de la minorité est donné.

La commission pense que les changements nécessaires dans l'emploi dans l'agriculture, les dimensions des exploitations et les combinaisons et localisations des productions, ne se feront pas assez vite si des efforts positifs n'encouragent pas les évolutions nécessaires. Ceci posé, la Commission recommande la mise en place d'une agriculture « orientée par les forces du marché ». Mais la majorité de la Commission estime qu'il faudra encore pendant un certain temps, jusqu'à ce que les excédents de potentiel productif aient disparu, des interventions sur les produits. La minorité pense que l'on pourra après un délai assez bref, passer à des soutiens directs des bas revenus.

Plus concrètement, le niveau de prix de soutien devra être bas (en-dessous des prix moyens du marché mondial) et il devra être mis en place des paiements compensatoires visant à accroître les revenus. La minorité refuse que ces paiements soient liés aux produits — car cela conduirait à verser des sommes importantes aux agriculteurs les plus aisés

D'autre part, pour les ajustements concernant les facteurs mis en œuvre, la Commission considère qu'il faut trouver d'autres emplois pour 40 % de la population active agricole et recommande des aides diverses à la mutation. Il faut aussi retirer de la production des exploitations entières dans les zones marginales.

L'ensemble du document constitue une mine précieuse de données chiffrées et d'idées claires sur les politiques agricoles des pays riches à agri-

culture excédentaire. Il sera intéressant de le comparer au rapport préparé au sein de la commission sur l'avenir à long terme de l'agriculture française (dite Commission Vedel). Mais comme cette dernière a tenu (ou va tenir) une quinzaine de séances de trois heures, il ne serait pas étonnant qu'elle fournisse un rapport moins étoffé que celui de la Commission américaine.

(D.R. Bergmann)